



# Lutter contre l'extrême droite : une prudence excessive ?

par Emile Servais, Sociologue

Dans son numéro 2169 du 17 juin 2006 le *Nouvel Observateur* évoquant le double meurtre, le 11 mai, à Anvers, d'une jeune Malienne et de l'enfant qu'elle gardait constate que la marche organisée pour protester contre ce crime raciste « a attiré deux fois moins de monde que prévu ». <sup>1</sup> A moins de supposer qu'eux-mêmes n'y aient pas cru suffisamment, la nature des faits et le lieu où ils ont été commis – l'extrême droite y recueille plus de 30% des suffrages – ne pouvaient, en effet, que laisser penser aux organisateurs et aux observateurs que la manifestation de ce 26 mai rassemblerait une foule imposante. Le fait qu'on puisse considérer que ce ne fut pas le cas – pas plus que ce ne fut celui de la marche silencieuse organisée le 12 mai pour que la population anversoise manifeste son indignation à l'encontre de plusieurs crimes racistes récents qui avait réuni seulement 300 personnes dont plus d'étrangers que de Belges – invite, sans doute, à revenir sur l'analyse réalisée à chaud, des événements. La nécessité d'une telle démarche semble en effet, d'autant plus évidente, que, le 23 avril, la marche d'hommage à Joe Van Holsbeeck, un adolescent de 17 ans tué le 12 avril pour lui voler son baladeur MP3, avait, elle, rassemblé quelque 80.000 personnes. La comparaison des deux moments ne peut se limiter à constater l'écart des populations mobilisées ; elle implique d'en rendre raison. A cet effet, il y a lieu de procéder à une description fine des événements eux-mêmes et à prendre en considération un ensemble de caractéristiques. Celles-ci font système et c'est lui qui éclaire la signifi-

cation du poids différentiel des mobilisations. Revenons donc sur cet écart qu'on a pu, dans un premier temps, considérer comme la conséquence d'une différence d'impact émotionnel de ces deux événements.

## 1. DES RAISONS DE L'ÉMOTION ET DE LA MOBILISATION

Le niveau le plus apparent de la relation entre la densité de population mobilisée et l'émotion suscitée conduit à mettre en parallèle le fait qu'un adolescent – de 18 ans, de nationalité belge, issu d'une famille revendiquant son appartenance à l'extrême droite flamande – tue par haine, avec une arme à feu achetée le matin même donc en préméditant, une jeune Malienne de 24 ans et une enfant belge de 2 ans – dont la garde lui avait été confiée par un couple de restaurateurs – aurait été perçu sinon comme moins dramatique et grave à tout le moins comme faisant moins sens que le fait que deux adolescents – de nationalité polonaise, l'un en situation irrégulière en Belgique et connu de la police mais selon le Parquet « pas pour des faits graves », l'autre de passage en Belgique – agressent pour lui voler un MP3 et tuent (?) de cinq coups de couteaux un adolescent de 17 ans de nationalité belge issu d'une famille honorable, scolarisé dans une école réputée de la capitale et engagé dans le scoutisme.

Au-delà de cette description et, sans doute, à un niveau plus profond de la relation, on



peut penser que ce qui distingue et oppose ces deux moments s'apparente, dans un cas, à de la violence politique fondée dans l'idéologie totalitaire et, dans l'autre, à de la violence fondée dans l'ordre économique, celui qui inclut et exclut du marché des biens de consommation. Les deux moments d'émotion et de mobilisation renverraient à des ressorts dont les conséquences objectives sont différemment perçues et anticipées, tout se passant comme si les faits dont les conséquences du point de vue du vivre ensemble sont objectivement les plus graves sont ceux qui relativement choquent le moins. Le rejet de la haine raciale et du totalitarisme de l'extrême droite serait moins mobilisateur que le rejet des violences exercées pour voler et devenir propriétaire d'un bien de consommation ou, comme dit Claude Javeau, d'un objet de la culture moderne dont le poids symbolique est, du point de vue de l'identité et de l'insertion sociale de celui qui en manque, fort.

Par ailleurs, ceux qui commettent l'irréparable sont différents, à la fois, du point de vue des intentions manifestées et de leurs origines. Dans le premier cas, l'intention de tuer et la préméditation semblent établies notamment par les conditions de l'achat de l'arme alors que dans le second, elles ne le sont pas : on veut l'objet sans nécessairement vouloir tuer. A Anvers, on a à faire à un adolescent appartenant à un groupe politiquement et idéologiquement marqué disposant d'une visibilité forte et dont la famille n'est pas sans ressources sociales, ne serait-ce que celles des réseaux de l'organisation partisane.<sup>2</sup> A Bruxelles, on a à faire à deux adolescents de même origine étrangère – européenne polonaise, et non pas maghrébine comme on a pu l'affirmer trop rapidement – appartenant à un groupe moins socialement marqué et visible dont les ressources économiques ne sont

pas élevées. D'un côté, une personnalité dépendante soumise à l'idéologie raciste et aux symboles qui y sont associés ; de l'autre, des jeunes violents parce que sous influence des symboles d'une consommation matérielle et immatérielle contrainte parce que banalisée. D'un côté, pour parler comme Boltanski et Thévenot, le rejet du monde civique, par emprunt de la dimension autoritaire et totalitaire du monde domestique ; de l'autre, le rejet d'une réaction d'extrême violence contre les inégalités propres au monde marchand et à leurs effets, par emprunt à une forme douce celle qui fait référence au poids social et symbolique d'une marche blanche. Le premier rejet est peu mobilisateur ; le second l'est de manière imposante.

Considérant ces différents constats comme des observations qui font système, nous voudrions, après tant d'autres, contribuer à la compréhension des événements et tout particulièrement aux réactions qu'ils ont suscitées.

## 2. MOBILISATION ET RÉSEAUX

Au-delà de ce qui apparaît une différence dans l'émotion suscitée et les raisons qui peuvent en être avancées en termes de visions du monde plus ou moins fortement rejetées, on peut penser qu'on est aussi en présence d'un écart important dans l'extension des réseaux mobilisables. Pour Bruxelles, le réseau social activable et activé est celui d'une famille occupant une position sociale relativement élevée (moyenne supérieure) dont le fils agressé dispose lui-même, de par sa scolarité et son engagement dans le scoutisme, d'une surface sociale étendue. Par ailleurs, la référence à une culture de la marche blanche fonctionne sans doute d'autant mieux



que celui qui est agressé est, par analogie avec les faits qui sont à l'origine de telles marches, un jeune Belge ayant une existence publique et privée sans histoire. Pour Anvers, le réseau social activable est faible sans doute parce que la représentation de l'agression s'est, compte tenu de l'agresseur et du lieu de l'agression, focalisée sur la jeune femme d'origine étrangère plus que sur l'enfant belge dont elle avait la garde. De ce point de vue, on se souviendra également, d'une part, que les appels antérieurs à une manifestation anversoise contre plusieurs crimes racistes récents avaient rencontré peu d'échos et, d'autre part, que l'agresseur avait peu de temps auparavant tenté de tuer une femme d'origine turque, de 46 ans.

Mais si le réseau a, au-delà de sa dimension sociale, une forte dimension culturelle, celle-ci n'est pas sans effet sur les connexions envisagées et mises en œuvre avec d'autres forces sociales. De ce point de vue, on ne peut que constater que les grandes organisations sociales de la société belge sont, comme telles, absentes à Anvers et à Bruxelles mais sans doute pour des raisons opposées. A Bruxelles, les organisations sociales et les partis politiques ne sont pas souhaités sans doute parce que la symbolique sociale et la référence culturelle suffisent à garantir la mobilisation tandis qu'à Anvers, elles ne le sont pas, ce fait étant, partiellement sans doute, à l'origine d'une faible mobilisation.<sup>3</sup> Allant dans le même sens, on peut aussi penser que les valeurs de la modernité – l'identité singulière, l'intégration sociale et économique, la conformité discrète – sont partagées dans le cas de Bruxelles et qu'elles rendent proches de la famille

tandis qu'à Anvers, elles sont rejetées par celui qui agresse. A Bruxelles, ces valeurs légitiment une forte mobilisation ; à Anvers, leur rejet ne s'accompagne pas, pour ceux qui l'observent et pourraient en être victimes, d'une prise de distance et d'une condamnation fortes qui légitimeraient la mobilisation d'une pluralité de réseaux. De ce point de vue, on semble devoir constater que ni la mémoire ni l'histoire n'ont été d'un apport significatif. En effet, la mémoire des crimes racistes récents d'Anvers n'a pas été d'un grand support pour la mobilisation, tout se passant comme si le dernier crime avait fait oublier les précédents. Par ailleurs, les ressources de la connaissance historique ne semblent pas, elles non plus, mobilisables notamment en ce qu'elles auraient permis de souligner que la démocratie contribue à sa propre perte en considérant que, en toutes circonstances, la loi de la majorité, qui est de son point de vue la loi du plus fort, ne semble pas pouvoir être discutée.<sup>4</sup> On peut y voir aussi une des raisons qui a conduit le Premier Ministre à condamner sans réserve, et dans les deux cas, les faits mais en appelant, dans le cas d'Anvers, le monde politique à la prudence quant à une contribution publique et officielle des partis démocratiques à la manifestation et, dans le cas de Bruxelles, à prendre acte avec satisfaction du fait que tous les partis démocratiques ont mis en scène une manière privée de se conformer au souhait des parents.<sup>5</sup> Il faut certes éviter de délégitimer le principe de base de la démocratie mais ne fait-on pas preuve d'une prudence excessive en condamnant l'extrême droite sans montrer clairement qu'elle manipule, parfois avec succès, les



références à la démocratie pour mieux les détruire quand elles ne lui seront plus cyniquement utiles?

### 3. MOBILISATION DE RESEAUX ET MODÈLES CULTURELS

En mettant en relation différentes caractéristiques de la situation et des acteurs liés aux événements, on souligne une nouvelle fois l'homologie entre positions sociales et références culturelles. Ainsi, si Flamands et Francophones, Anvers et Bruxelles ont, sans doute, en commun, une forte adhésion aux valeurs du monde moderne, notamment l'identité singulière et le respect de la propriété d'objets matériels et culturels, ce sont aussi des dénominations de différences sociales importantes qui ont comme homologues des significations différentes de la mémoire, de l'histoire et de la nation. La combinaison de ces positions sociales et de ces structures culturelles est à la base de la construction et

de la mise en œuvre de dispositifs qui auront des effets significatifs sur la mobilisation de réseaux et donc sur la définition et le choix des orientations culturelles qui comptent. Si des positions sociales fortes se combinent avec des structures culturelles conformes à celles du plus grand nombre, le réseau mobilisable est alors étendu. A l'inverse, si des positions sociales faibles sont combinées avec des structures culturelles ébranlées par les prises de positions excessivement prudentes d'un acteur doté d'un poids social et politique fort, le réseau mobilisable sera peu étendu. On ne peut que souhaiter voir augmenter les moyens mis en œuvre et affiner les dispositifs mis en place pour que les citoyens de cultures et positions sociales différentes bénéficient d'une formation aux capacités critiques nécessaires pour débattre démocratiquement et efficacement des démarches adéquates et utiles au renforcement de la démocratie et à l'éradication du poids social, politique et culturel de l'extrême droite.

## NOTES

1. Observons aussi que la manifestation du 26 mai « marche blanche d'Anvers contre le racisme » avait, selon Jean-Pierre Stroobants dans le journal « Le Monde » du 28 mai, « peu mobilisé ». « Cette nouvelle 'marche blanche' avait été voulue, au départ, par la famille de Mohamad Bouazza, un Marocain de 23 ans retrouvé noyé dans l'Escaut, le 30 avril, après une altercation dans une discothèque. Le jeune homme avait plongé dans l'Escaut pour échapper à ses poursuivants. Un Belge d'une trentaine d'années, croyant qu'il avait fracturé sa voiture, lui aurait lancé avant cela 'Tu vas payer macaque'. » Le 24 mai déjà, dans ce même journal Stroobants observait que : « Les Flamands (étaient) peu mobilisés après les meurtres racistes ». La faiblesse de la mobilisation semble avoir été plus apparente pour la presse française que pour

la presse belge qui, tout en faisant état de divergences quant au nombre de manifestants, la considère généralement comme importante. Peut-être faut-il voir, dans cette appréciation la traduction sous forme de résultat du premier slogan de la manifestation : « Le chagrin de tous » complété, à la suite des observations des allochtones, par « Halte au racisme, la diversité est une réalité ».

2. Eric Corijn, note Hans Van Themsche, « a été éduqué dans un milieu familial bien caractérisé. Grands-pères anciens de la Waffen SS et du Front de L'Est. Familles ultra-nationalistes. Une tante parlementaire du Blok/Belang dans l'entourage direct de Frank Van Hecke, le président de ce parti. Une éducation sévère. Le jeune homme cultive les arts martiaux, les armes et est obsédé par l'ordre public. Il com-



bine la soumission docile à l'autorité et la fascination de la violence. Jusqu'au moment où il va être renvoyé de son internat et va devoir affronter ses parents. Là, il décide de mettre fin à ses jours », in Politique revue de débats n°45 juin 2006. p 3.

3. Il n'est pas question ici d'ignorer tout le travail des organisations sociales et de multiples associations pour lutter contre le développement de l'extrême droite mais seulement de constater que, à l'occasion des crimes d'Anvers, c'est le niveau local et non le niveau fédéral qui réagit et mobilise. Leen Wyn de l'ACW-Anvers note, tout en reconnaissant que cela ne suffit pas, que plusieurs organisations anversoises dont l'ACW et l'ACV ont contribué à la mobilisation et organisé une campagne d'affichage « zonder haat straat – rue sans haine », in Regards Périodique Mensuel de la Fédération MOC de Liège-Huy-Waremme juillet-août 2006. On n'ignore pas non plus tout le travail en ce sens réalisé par le mouvement associatif à l'occasion des élections communales.
4. L'histoire du nazisme et de l'accession d'Hitler au pouvoir montrent à suffisance que c'est en multipliant les actes criminels et en misant sur

la reconnaissance inconditionnelle par les démocrates du fait majoritaire que le Troisième Reich met fin à la République de Weimar et qu'Hitler s'installe au pouvoir.

5. L'envoi au Conseil d'Etat d'une requête visant à priver le Vlaams Belang des dotations de l'Etat soutenu par le seul SPa - SPIRIT (Sociaal Progressief Alternatief Socialistische Partij Anders) et les partis démocratiques francophones corrobore l'appel à la prudence du Premier Ministre, celle de son parti et du CD&V - N-VA (Christendémocratisch & Vlaams ; Nieuw - Vlaamse Alliantie) à réagir aux événements d'Anvers. Cet appel contraste avec son engagement dans le traitement des jeunes criminels et sa volonté d'obtenir de son homologue polonais l'arrestation et l'expatriation du (d'un des) meurtrier(s) de Joe Van Holsbeeck. Par ailleurs, le fait pour le Premier Ministre d'avoir obtenu rapidement du Parlement le vote d'un texte conditionnant fortement la vente d'armes vient sans doute renforcer plutôt qu'affaiblir son appel à la prudence.